

PROJET VELONTEGNA

Nom du projet : « Madagascar: Amélioration durable de la sécurité alimentaire».

Chapeau : Le projet vise à améliorer de façon durable la sécurité alimentaire de 6 communes vulnérables de la région d'Atsinanana, en ciblant particulièrement les femmes et les filles de ces communes.

Secteur d'activité : Sécurité Alimentaire

Début : 1^{er} Juin 2015

Fin : 31 Mai 2018

Localisation : 5 communes de Tamatave II et 1 commune de Brickaville, dans la région d'Atsinanana

Budget: 2 494 000 EUR

Bailleurs : BMZ

Partenaires locaux: SAF FJKM

Bénéficiaires : « 85 000 personnes particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire, incluant 21 970 femmes et filles âgés de 15 à 49ans et au moins 4 000 femmes chef de famille».

Contexte : Madagascar est un pays à haut niveau de risques, particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles et au changement climatique, avec des situations d'insécurité alimentaire chroniques répandue et l'un des taux de malnutrition les plus élevés du monde. Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'UNICEF, 35% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire chronique et 48% sont considérés comme très vulnérable face à cette situation. De plus, 50% des enfants de moins de 5ans souffrent de malnutrition chronique (UNICEF), ce qui correspond au 6^{ème} taux de malnutrition le plus élevé au monde. Les aléas naturels et la variabilité du climat sont des facteurs prépondérants de l'insécurité alimentaire car la plupart de la population malgache est dépendante des moyens de subsistance lié à l'agriculture, qui sont très exposé aux catastrophes et aléas climatiques.

Madagascar bénéficie d'un cadre légal pour améliorer l'insécurité alimentaire de sa population et pour renforcer la résilience aux aléas climatiques. Mais l'instabilité politique et économique, ainsi que d'autres facteurs, ralentissent la mise en place des politiques et programmes de réduction de l'insécurité alimentaire.

Au niveau local, de nombreux facteurs contribuent à cette situation d'insécurité alimentaire: les faibles capacités techniques et d'organisations des petits exploitants agricoles, des pratiques agricoles inefficace et non-durable, un manque d'innovation et de diversification des productions agricoles, des infrastructures non adaptées, un accès limité aux marchés pour les petits exploitants, l'insécurité financière et des normes socio-culturelle discriminante envers les femmes et les filles. Malgré cela, les communes ciblées par le projet disposent d'un potentiel agricole énorme qui pourrait, en étant développé, renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des population, et commencer à inverser les taux de malnutrition.

Objectifs :

Objectif global : Améliorer de façon durable la sécurité alimentaire des personnes des 6 communes les plus vulnérables

Activités :

Résultat 1: L'ensemble des ménages, incluant les ménages agricoles gérés par des femmes, ont amélioré leur niveau de production agricole, face aux chocs et stress climatiques.

- Mener une étude agricole pour identifier les priorités en matière de secteurs agricoles et de chaîne de valeur
- Conduire une étude de genre sur les résultats de l'étude agricole
- Examiner les innovations en matière de pratiques agricoles résilientes
- Développer des stratégies incluant le genre pour promouvoir l'augmentation de la production agricole et de l'accès aux marchés pour les participants
- Renforcer les capacités des participants en matière d'inclusion du genre dans l'agriculture

Résultat 2: L'ensemble des ménages, incluant les ménages agricoles gérés par des femmes, ont un meilleur accès aux marchés pour vendre leur produits agricoles et ont vu leur revenu augmenté.

- Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des groupes de producteurs pour accéder aux marchés agricoles
- Apporter à appui logistique ou des infrastructures afin de faciliter le transport et la vente des produits agricoles
- Soutenir les groupes de producteurs afin d'établir des contacts et négocier des accords avec des acheteurs du secteur privé.

Résultat 3: Les ménages ont adopté des pratiques nutritives plus saines grâce à l'amélioration de leurs connaissances en matière de nutrition et l'amélioration de leur capacité à générer des revenus et les investir dans des activités qui renforcent leur résilience

- Créer et former 160 groupes villageois d'épargne et de crédit
- Distribuer des kits à chacun de ses groupes
- Créer un partenariat avec l'association SEECALINE afin de conduire des sessions d'éducation nutritive, intégrant des messages en matière de sécurité alimentaire pour les différents groupes participants
- Conduire avec SEECALINE des formations auprès des groupes participants en matière de méthodes de stockage et de conservation de la nourriture efficace

Résultat 4: Les comités de gestion des risques ont renforcé leurs capacités afin de coordonner des initiatives, réduisant les impacts négatifs des chocs et variabilité climatiques au sein des communes, particulièrement sur la sécurité alimentaire des ménages, et intégrant le genre.

- Renforcer les capacités de 2 comités régionaux de gestion des risques afin de mobiliser, former et appuyer 6 comités locaux similaires
- Organiser des réunions et ateliers de travail sur la gestion et la réduction des risques de catastrophes, avec les autorités locales, afin d'influencer l'allocation des ressources au niveau local.
- Distribuer des kits standards de préparations aux urgences aux comités locaux de gestion des risques
- Appuyer les comités locaux de gestion des risques pour réhabiliter les périmètres irrigués.

Résultat 5: Les ménages ont amélioré leur accès aux services et des procédures sont en place afin de permettre aux ménages d'améliorer de façon durable leur sécurité alimentaire

- Recruter 100 petits exploitants et les former à devenir des agents communautaires agricoles
- Organiser les participants en 160 groupes de producteurs agricoles et appuyer ces groupes afin d'obtenir un accès durable aux services agricoles proposés
- Recruter et former 25 agents communautaires d'épargne et de crédits
- Mettre en place un système afin d'assurer la pertinence, la qualité et la redevabilité des services fournis par les agents communautaires.